

de procéder dans le délai prévu aux formalités prescrites par la loi ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAN.

Le ministre des affaires étrangères,
ANTOINE PINAY.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE BILLOTTE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PÉLIMLIN.

Le ministre de la santé publique et de la population,
BERNARD LAFAY.

LOI n° 55-1552 du 28 novembre 1955 relative à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants sont étendues, à compter du 1^{er} janvier 1956, aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Art. 2. — Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques fixera, en tant que de besoin, les modalités particulières d'application de l'ordonnance visée ci-dessus.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des finances
et des affaires économiques,
PIERRE PÉLIMLIN.

Loi n° 55-1552. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Projet de loi (n° 1488);
Rapport de M. Lacaze au nom de la commission de la justice (n° 11102);
Adoption sans débat le 11 octobre 1955 (L. n° 213).

Conseil de la République:

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (n° 22, session ordinaire 1955-1956);
Rapport de M. Lédou au nom de la commission de la justice (n° 139, session ordinaire 1955-1956);
Discussion et adoption le 22 novembre 1955 (L. n° 69).

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption conforme le 22 novembre 1955 (L. n° 2213).

LOI n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré;

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1^{er}. — Nul ne peut enseigner le judo et le jiu-jitsu et les méthodes de combat assimilées, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon régulière, saisonnière ou accidentelle et prendre à cet effet le titre de professeur, de moniteur, d'aide-moniteur ou de maître ou tout autre titre similaire, s'il ne répond aux conditions suivantes:

1° Être citoyen français ou de l'Union française, sauf dérogation individuelle et toujours révocable accordée par le ministre chargé des sports;

2° N'avoir jamais encouru: a) soit une condamnation pour crime; b) soit une condamnation sans sursis pour infraction aux articles 330, 331, 332, 333, 334, 334 bis et 335 du code pénal; c) soit une condamnation à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour coups, blessures ou vol;

3° Être titulaire d'un diplôme créé ou désigné par le ministre chargé des sports, délivré par ses soins après avis d'un jury dont la composition sera fixée par arrêté du même ministre. Ce jury sera composé en majorité de représentants du ministre chargé des sports, notamment de professeurs et de maîtres chargés de l'enseignement du judo dans les établissements d'enseignement public. Il sera complété par des représentants qualifiés des organisations d'amateurs et de professionnels.

Art. 2. — Nul ne peut exploiter, à quelque titre que ce soit, une salle ou un établissement consacré à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées, s'il ne remplit pas les conditions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2^o de l'article 1^{er}, et si la salle ou l'établissement ne présente pas les garanties d'hygiène, de technique et de sécurité déterminées par arrêté du ministre chargé des sports.

Art. 3. — Lorsque la profession est exercée dans des conditions qui n'offrent pas de garanties suffisantes pour la formation morale des élèves ou pour leur santé physique, des mesures allant jusqu'à la suspension provisoire ou l'incapacité définitive d'exercer la profession pourront être prises par une commission constituée dans chaque académie, présidée par le recteur, et composée selon les règles posées pour la composition du jury prévu au paragraphe 3^o de l'article 1^{er}.

Appel de la décision rendue pourra toujours être porté devant le conseil de l'éducation populaire et des sports.

Toute poursuite pénale engagée sur l'initiative du ministère public entraîne suspension provisoire de l'activité de la personne poursuivie.

Art. 4. — Les salles et établissements installés et les professeurs en exercice à la date de la publication de la présente loi feront l'objet d'une enquête. L'autorisation de maintenir

Loi n° 55-1563. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Proposition de loi transmise par le Conseil de la République (n° 3388);
Rapport de M. Charret au nom de la commission de l'éducation nationale (n° 4997);
Adoption sans débat le 12 août 1954.

Conseil de la République:

Transmission (n° 545, année 1954);
Rapport de M. Jean Bertrand au nom de la commission de l'éducation nationale (n° 673, année 1954);
Discussion et adoption le 10 décembre 1954.

Assemblée nationale:

Proposition de loi modifiée par le Conseil de la République (n° 6690);
Rapport de M. Piret au nom de la commission de l'éducation nationale (n° 11272);
Adoption sans débat le 27 juillet 1955.

Conseil de la République:

Proposition de loi modifiée par l'Assemblée nationale (n° 484, année 1953);
Rapport de M. Jean Bertrand au nom de la commission de l'éducation nationale (n° 143, session ordinaire 1953-1956);
Discussion et adoption le 24 novembre 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption conforme le 24 novembre 1955.

ouverts les salles ou établissements et d'enseigner sera délivrée par le ministre chargé des sports après avis d'une commission composée selon les dispositions prévues au paragraphe 3° de l'article 1^{er}. A cette commission sera adjoint un représentant du ministère de la santé publique.

Seuls pourront continuer à exercer, en attendant que soit prise une décision à leur égard, les professeurs qui auront présenté une demande dans les délais fixés par le même arrêté.

Art. 5. — Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 24.000 à 240.000 F.

La salle ou l'établissement pourra être fermé.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de quinze jours à un mois et à une amende de 240.000 à 720.000 F.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique à intervenir dans les six mois de la promulgation de la présente loi en fixera les modalités d'application.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAN.

Le ministre de l'intérieur,

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN BERTHOIN.

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

LCI n° 55-1564 du 28 novembre 1955 portant ratification du décret n° 55-45 du 10 janvier 1955 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret n° 55-45 du 10 janvier 1955 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
PIERRE FÉLIMLIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

Loi n° 55-1564. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi (n° 9391) ;

Rapport de M. Vais au nom de la commission des affaires économiques (n° 11030) ;

Adoption sans débat le 27 juillet 1955.

Conseil de la République :

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (n° 438, année 1953) ;

Rapport de M. de Villoutreys au nom de la commission des affaires économiques (n° 422, session ordinaire 1953-1956) ;

Discussion et adoption le 22 novembre 1955.

Assemblée nationale :

Acte pris de l'adoption conforme le 22 novembre 1955.

LOI n° 55-1565 du 28 novembre 1955 portant organisation du service de santé scolaire et universitaire (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le décret n° 48-1386 du 6 septembre 1948 portant suppression d'une direction au ministère de l'éducation nationale et le décret n° 48-2045 du 21 décembre 1948 portant organisation de l'hygiène scolaire et universitaire dans le cadre départemental sont abrogés.

Art. 2. — Il est créé un service de santé scolaire et universitaire dont l'échelon central est constitué par une direction placée sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale.

Art. 3. — Le service de santé scolaire et universitaire est organisé sur le plan national conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945 sur la protection de la santé des enfants d'âge scolaire, des élèves et du personnel des établissements d'enseignement et d'éducation de tous ordres, du décret n° 46-2697 du 26 novembre 1946 portant organisation financière du contrôle médical dans les établissements d'enseignement du premier degré et du décret n° 46-2698 du 26 novembre 1946 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945.

Art. 4. — Des décrets portant règlement d'administration publique détermineront, d'une part, les conditions de fonctionnement du service de santé scolaire et universitaire, d'autre part, les statuts des diverses catégories de personnel ainsi que les modalités d'intégration du personnel médical et social de l'hygiène scolaire et universitaire dans les corps de fonctionnaires titulaires nouvellement créés.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi qui est rendue immédiatement applicable à l'Algérie et aux départements d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

EDGAR FAURE.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE FÉLIMLIN.

Le ministre de l'éducation nationale,
JEAN BERTHOIN.

Le ministre de la santé publique et de la population,

BERNARD LAFAY.

Loi n° 55-1565. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Proposition de loi (n° 2878) ;

Rapports de M. Schmittlein au nom de la commission de l'éducation nationale (nos 3329, 6811, 11151, 11251) ;

Avis de la commission de la famille (nos 4967, 7226) ;

Discussion et adoption après débat restreint le 26 juillet 1955.

Conseil de la République :

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale (n° 436, année 1953) ;

Rapport de M. Jean Lacaze au nom de la commission de l'éducation nationale (n° 140, session ordinaire 1953-1956) ;

Avis de la commission de la famille (n° 145, session ordinaire 1953-1956) ;

Discussion et adoption le 24 novembre 1955 (L. n° 77, année 1953-1956).

Assemblée nationale :

Acte pris de l'adoption conforme le 24 novembre 1955 (L. n° 2221).